

VILLE DE ROYAN



COMMANDE PUBLIQUE  
AFFAIRES JURIDIQUES

## MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

VILLE DE ROYAN  
(Pouvoir adjudicateur)  
Service XXXX  
XX avenue de Pontailac  
17200 ROYAN  
Tél. : 05. 46. XX. XX. XX  
Fax : 05. 46. XX. XX. XX

OBJET DU MARCHÉ

LOT N°1 : XXXXXX (cas échéant)

### Acte d'Engagement (du lot n° 1)

N° de marché

--	--	--	--	--	--

## ACTE D'ENGAGEMENT

§ MAITRE DE L'OUVRAGE (*pouvoir adjudicateur*) :

Ville de ROYAN

§ CODE D'IDENTIFICATION NATIONAL DE LA VILLE DE ROYAN (= n° de SIRET) :

211 703 061 000 13

§ OBJET DU MARCHE :

[A compléter](#)

§ MODE DE PASSATION ET FORME DE MARCHE :

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics (C.M.P.). ([Si marché à bons de commande : ajouter article 77](#))

§ PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX NANTISSEMENTS ET CESSIONS DE CREANCES :

Monsieur le Député-Maire

§ ORDONNATEUR :

Monsieur le Député-Maire

§ COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :

Monsieur le Trésorier Principal de ROYAN

## SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER</u> : CONTRACTANT .....	page 4
<u>ARTICLE 2</u> : OFFRE DE PRIX .....	page 6
<u>ARTICLE 3</u> : DUREE DU MARCHE ET CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION .....	page 8
<u>ARTICLE 4</u> : PAIEMENT .....	page 8
<u>ARTICLE 5</u> : PENALITES CONTRACTUELLES .....	page 9
<u>ARTICLE 6</u> : ORIGINE DES FOURNITURES .....	page 10
<u>ARTICLE 7</u> : ENGAGEMENTS DU CANDIDAT.....	page 10
<u>ANNEXE 1</u> : RELATIVE A LA DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE.....	page 15
<u>ANNEXE 2</u> : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS .....	page 20

ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché, et des documents qui y sont mentionnés, conformément à leurs clauses et stipulations, et après avoir fourni les pièces prévues aux articles 45 et 46 du Code des Marchés Publics,

Le signataire (Candidat individuel),

M .....

Agissant en qualité de .....

m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Numéro de téléphone : ..... Télécopie : .....

Numéro de SIRET : ..... Code APE : .....

Numéro de T.V.A. Intracommunautaire : .....

engage la société ..... sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale : .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Numéro de téléphone : ..... Télécopie : .....

Numéro de SIRET : ..... Code APE : .....

Numéro de T.V.A. Intracommunautaire : .....

Le mandataire (Candidat groupé),

M .....

Agissant en qualité de .....

désigné mandataire :  du groupement solidaire  
 solidaire du groupement conjoint  
 non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale .....

Adresse : .....

Adresse électronique : .....

Numéro de téléphone : ..... Télécopie : .....

Numéro de SIRET : ..... Code APE : .....

Numéro de T.V.A. Intracommunautaire : .....

S'engage, au nom des membres du groupement<sup>1</sup>, sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières **ou cahier des clauses particulières**, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée dans les documents de la consultation.

Je reconnais expressément prendre connaissance de la possibilité d'exercer un recours en contestation de la validité du contrat dans les deux mois à compter de la publicité par toute mesure appropriée (affichage, avis d'attribution...) de la date de signature du marché et de ses modalités de consultation, à savoir la consultation des documents auprès du service **juridique (ou ST concerné) + adresse** dans le respect des secrets protégés par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, relative à l'accès aux documents administratifs en consultant le site internet de la Ville de ROYAN à l'adresse suivante : <http://www.ville-royan.fr> (rubrique « en 1 clic ») et/ou le site internet du profil acheteur SUD-OUEST à l'adresse suivante : <http://www.sudouest-marchespublics.com/accueil.htm> et/ou le Journal Officiel de l'Union européenne : [http://simap.europa.eu/index\\_fr.htm](http://simap.europa.eu/index_fr.htm) (ndlr : **cas échéant contacter service juridique**) ainsi que sur le site internet du BOAMP à l'adresse suivante : <http://www.boamp.fr>. (ndlr : **cas échéant contacter service juridique**)

Par conséquent, je ne pourrais en aucun cas opposer une méconnaissance du délai et des modalités d'exercer ledit recours précité.

<sup>1</sup> Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint

En cas de discordance entre les dispositions du présent marché et le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, les présentes prévalent.

ARTICLE 2 : OFFRE DE PRIX

Les prix sont ceux mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) et seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées. Seuls les prix unitaires sont contractuels, les quantités étant données à titre indicatif et n'engageant pas le pouvoir adjudicateur. D'une manière générale, en cas de discordance entre des montants figurant en chiffres et ceux en lettres, seuls les montants indiqués en lettres prévaudront à défaut d'avoir fait l'objet d'une rectification lors d'échanges dans le cadre de précisions demandées par le pouvoir adjudicateur, ou lors de la négociation éventuelle ou de mise au point avec le(s) candidat(s) retenu(s).

OU

Si DPGF :

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition du prix global et forfaitaire permet d'apprécier les offres et n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global et forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée.

L'évaluation de l'ensemble de la prestation telle qu'elle résulte de l'état des prix décomposés et figurant à l'annexe financière jointe au présent acte d'engagement est fixée forfaitairement à est décomposée dans le tableau ci-après en mettant en évidence les montants hors T.V.A. et de la T.V.A. :

Pour la solution de base :

*(à compléter par le candidat)*

Montant H.T.	..... €
T.V.A. (taux de .....%)	..... €
Montant T.T.C.	..... €
Soit en toutes lettres T.T.C.	..... euros

Pour la variante n°.....<sup>2</sup> (cas échéant) :  
(à compléter par le candidat)

Montant H.T.	....., ..... €
T.V.A. (taux de .....%)	....., ..... €
Montant T.T.C.	....., ..... €
Soit en toutes lettres T.T.C.	..... euros

Pour la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) n°.....<sup>3</sup> (cas échéant) :  
(à compléter par le candidat)

Montant H.T.	....., ..... €
T.V.A. (taux de .....%)	....., ..... €
Montant T.T.C.	....., ..... €
Soit en toutes lettres T.T.C.	..... euros

Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre :

- § Le ou les actes spéciaux de sous-traitance n°.....annexé(s) au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que l'on envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Les noms et les conditions de paiement de ces sous-traitants ainsi que le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.
- § Chaque acte spécial de sous-traitance constitue une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.
- § Le montant total des prestations que l'on envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors taxes : ..... €

TVA (taux de .....%) : ..... €

Montant T.T.C. : ..... €

Soit en lettres : .....

<sup>2</sup> A dupliquer et à remplir par l'entreprise pour chaque variante proposée

..... euros

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>4</sup> :

- un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire,
- les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**N.B.** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considèrera que seules les dispositions du C.C.P. s'appliquent.

Conformément au C.C.P., la ou les entreprises ci-après désignées :

- refusent<sup>5</sup> de percevoir l'avance,
- acceptent de percevoir l'avance.

**N.B.** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

### **ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE ET CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

Le délai d'exécution des prestations est celui décrit dans le C.C.A.P. ou C.C.P. (*cas échéant*).

Le délai d'exécution part de la date de notification du marché. La durée du marché est d'un an (à compter de la date de notification) et renouvelable deux fois.

OU

Le marché est conclu à compter de sa date de notification, et ce pour une durée de ..... (... ) mois.

Les délais d'exécution sont de ..... à compter de la notification.

OU

Le délai d'exécution des commandes sera mentionné sur chaque bon de commande.

La durée maximale de chaque bon de commande est de.....mois.

Le marché peut être reconduit selon les conditions visées au C.C.A.P. ou C.C.P. (*cas échéant*).

### **ARTICLE 4 : PAIEMENT**

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

---

<sup>3</sup> A dupliquer et à remplir par l'entreprise pour chaque PSE

<sup>4</sup> Cocher la case correspondant à votre situation

<sup>5</sup> Cocher la case correspondant à votre situation

- Ouvert au nom de : .....
- pour les prestations suivantes : .....
- Domiciliation : .....
- Code Banque : ..... Code Guichet : .....
- N° de Compte : ..... Clé RIB : .....
- IBAN : ..... BIC : .....
  
- Ouvert au nom de : .....
- pour les prestations suivantes : .....
- Domiciliation : .....
- Code Banque : ..... Code Guichet : .....
- N° de Compte : ..... Clé RIB : .....
- IBAN : ..... BIC : .....
  
- Ouvert au nom de : .....
- pour les prestations suivantes : .....
- Domiciliation : .....
- Code Banque : ..... Code Guichet : .....
- N° de Compte : ..... Clé RIB : .....
- IBAN : ..... BIC : .....

**ARTICLE 5 : PENALITES CONTRACTUELLES**

En cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur, donneur d'ordre, peut appliquer au titulaire une pénalité égale à 10 % du montant du contrat si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer la

pénalité contractuelle ci-avant dénommée, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché.

**ARTICLE 6 : ORIGINE DES FOURNITURES<sup>6</sup> (à remplir si marché de fournitures)**

Pays de l'UE (Union Européenne)

Pays signataires de l'AMP (accord sur les marchés publics (1994) entré en vigueur au 01/01/1996)

Autres pays : .....

**ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU CANDIDAT**

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs, que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des Marchés Publics (C.M.P.).

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

En sus de l'obligation de transmission des documents de candidature définis dans le règlement de consultation, et sous peine de résiliation du marché au torts du titulaire, je m'engage à fournir, en application des dispositions du Code des Marchés Publics (C.M.P.) et du Code du Travail (CT), et ce tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (article D. 8222-5-1° du CT) ;
- les attestations de régularité fiscale des organismes référents (article 46-I-2° du C.M.P.) ;
- dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du CT) ;

**Situation où le cocontractant est établi ou domicilié à l'étranger :**

En sus de l'obligation de transmission des documents de candidature définis dans le règlement de consultation, et sous peine de résiliation du marché au torts du titulaire, je m'engage à fournir, en application des dispositions du code des marchés publics et du Code du Travail, et ce, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- un document attestant de la régularité de ma situation sociale au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que je suis à jour de mes déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale (article D.8222-7-1°- b) du CT) ;
- au titre de la régularité fiscale, si je suis assujetti à la T.V.A. en France, un document mentionnant mon numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code Général des Impôts, ou, si je n'y suis pas tenu, un document mentionnant mon identité et mon adresse, ou de mon représentant fiscal ponctuel en France (article D. 8222-7-1°- a) du CT) ;

---

<sup>6</sup> Rayer les mentions inutiles

- dans le cas où mon immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire :
- soit un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription (article D.8222-7-2°- a) du CT),
- soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel (article D.8222-7-2°- b) du CT),
- Pour les entreprises en cours de création : un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de 6 mois. (article D.8222-7-2°- c) du CT),
- dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du CT) ;

Je m'engage à fournir, lors de la conclusion du marché, en application des dispositions de l'article 46-II du C.M.P., pour prouver la régularité de ma situation fiscale et sociale, si je suis établi dans un Etat autre que la France, une déclaration sous serment, en remplacement du certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Je reconnais que cette déclaration sous serment ne peut, en aucun cas, revêtir la forme d'une attestation sur l'honneur établie par mes soins, et que celle-ci doit être réalisée devant un tiers habilité et respecter une certaine solennité.

De plus, et sous peine des mêmes sanctions, je m'engage à fournir obligatoirement chaque année, si la durée du contrat est supérieure à un an, les attestations d'assurances à jour désignés au présent acte d'engagement.

J'accepte sans réserve les clauses du [cahier des clauses particulières](#) du présent marché, ainsi que les autres pièces du marché dont les originaux conservés par la collectivité font seuls foi.

#### ENGAGEMENT DU CANDIDAT

---

Fait en un seul original

A,

Le

Signature du candidat  
*Précédée de la mention manuscrite  
 « Lu et approuvé »*

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

---

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
acte d'engagement*

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2011, intervenue pour l'application des articles L2122.22 et L2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du maire, rendue exécutoire le 28 septembre 2011 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales, vu l'arrêté ASG n°11.1712 en date du 29 septembre 2011, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Bernard GIRAUD, Premier Adjoint, rendu exécutoire le 30 septembre 2011 compte de l'accomplissement des formalités légales,

A,

Le

Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>7</sup> :

- Annexe n° 1 relative à la présentation d'un sous-traitant;
- Annexe n° 2 relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement
- Autres annexes (A préciser) :

---

<sup>7</sup> Cocher la case correspondante



**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES**

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

..... euros

2  La totalité du bon de commande n° .....

afférent au marché (*indiquer le montant en chiffres et lettres*) :

..... euros

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) :

..... euros

4  La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) :

..... euros

et devant être exécutée par .....

en qualité de : .....

membre d'un groupement d'entreprise  sous-traitant

A, le 9

Signature :

**MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) AU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE**

*(A renseigner autant de fois que nécessaire)*

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (*indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettre*) à : .....

Montant initial : .....

Ramené à : ..... Porté à : .....

<sup>9</sup> Date et signature originales

A,

le

10

Signature :

**ANNEXE N°1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT  
relative à la présentation d'un sous-traitant OU ACTE SPECIAL**

**A- IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

§ Acheteur :

VILLE DE ROYAN - 80 avenue de Pontailac - 17205 ROYAN CEDEX  
Tél. : 05.46.39.56.56 - Télécopie : 05.46.39.56.57

§ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics (nantissements ou cessions de créances) :

Monsieur le Député-Maire

§ Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier Principal de ROYAN

**B- OBJET DU MARCHE PUBLIC OU DE L'ACCORD-CADRE**

§ Objet du marché :

« A COMPLETER »

Nom ou dénomination et adresse du candidat ou du titulaire :

.....  
.....

**C- OBJET DE LA DECLARATION DU SOUS-TRAITANT**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :  
(Cocher la case correspondante)

- une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat,  
 un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement,  
 un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D- IDENTIFICATION DU CANDIDAT OU DU TITULAIRE DU MARCHE PUBLIC OU DE L'ACCORD-CADRE**

Nom, prénom, raison ou dénomination sociale :

.....

Adresse de l'établissement et du siège social (si elle est différente de celle de l'établissement) :

.....  
.....

<sup>10</sup> Date et signature originales

Adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, et numéro de SIRET :

.....  
.....

En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, nom du mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations :

.....  
.....  
.....  
.....

**E- IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT**

§ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

.....  
.....

§ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....

§ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

.....

§ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant)*

.....

§ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (article 115 du Code des Marchés Publics) : *(Cocher la case correspondante)* :

NON     OUI

**F- NATURE ET PRIX DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES**

§ Nature des prestations sous-traitées :

.....  
.....

§ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la T.V.A. : .....
- Montant maximum H.T. : .....

- Montant maximum T.T.C. : .....

§ Modalités de variation des prix :

.....

#### G- CONDITIONS DE PAIEMENT

Compte à créditer :

*(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)*

.....

.....

Nom de l'établissement bancaire : .....

Numéro de compte : .....

§ Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :

.....

.....

§ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  NON  OUI  
*(article 87 du Code des Marchés Publics) (Cocher la case correspondante)*

#### H- CAPACITES DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant mentionne ses capacités professionnelles, techniques et financières suivantes , demandées par le pouvoir adjudicateur :

.....

.....

Le sous-traitant produit, en annexe du présent document, les documents justifiant de ses capacités professionnelles, techniques et financières évoquées ci-dessus.

#### I- ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR DU SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du Code des Marchés Publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des Marchés Publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2ème alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2ème alinéa de l'article 433-2, 8ème alinéa de l'article 434-9, 2ème alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1er et 2ème alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du Code du Travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en FRANCE ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du Travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J- CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES RESULTANT DU MARCHE PUBLIC

*(Cocher les cases correspondantes)*

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du Code des Marchés Publics, en produisant en annexe de l'acte d'engagement :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du Code des Marchés Publics qui est joint au présent document ;

OU

- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

**K- ACCEPTATION ET AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT**

A, le A, le

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le Député-Maire ou son représentant, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A, le

Le Député-Maire ou son représentant,

**L- NOTIFICATION DE L'ACTE SPECIAL AU TITULAIRE**

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le



ANNEXE N°2 : DESIGNATION DES CO-CONTRACTANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant H.T.	Taux T.V.A.	Montant T.T.C.
Raison Sociale : SIREN : ..... Code APE..... N° T.V.A. Intracommunautaire : ..... Adresse : .....				
Raison Sociale : SIREN : ..... Code APE..... N° T.V.A. Intracommunautaire : ..... Adresse : .....				
Raison Sociale : SIREN : ..... Code APE..... N° T.V.A. Intracommunautaire : ..... Adresse : .....				
<b>Totaux</b>				